

TENTATIVE DE PUTSCH DU 8 AOÛT 2004 :

La sortie de crise ne peut être que politique

Ould Taya aurait échappé à un autre "8" à une énième tentative de putsch orchestrée par un groupe d'officiers qui seraient de connivence avec "ceux qui avaient dirigé le putsch manqué du 8 juin 2003 avant de prendre la fuite."

Ce "putsch d'une nuit d'été", supposé ou réel, a une caractéristique bien particulière : la sérénité du pouvoir face à des "coups" à répétition laisse sceptique plus d'un observateur quant à la réalité des faits. L'évocation du putsch manqué d'il y a un an, l'identité des officiers arrêtés, la connexion, selon

le pouvoir, entre les "Cavaliers du changement", l'Alliance patriotique, récemment constituée à l'étranger, et le "terroriste Zargaoui", ont laissé planer un doute sur le sérieux de ce "coup" par lequel un "groupe d'officiers" de l'armée mauritanienne, envisagerait de prendre le pouvoir dans le pays en l'absence du président Maaouiya Ould Taya, que l'ami Chirac attendait le 15 août dernier en Provence pour la célébration du 60ème anniversaire du débarquement allié.

Réactions et prises de position

Depuis l'annonce de la découverte d'un complot visant à renverser les institutions démocratiques du pays, les réactions fusent de partout. Partis politiques et autres organisations de la société civile n'ont pas manqué de donner leurs points de vue sur la situation.

Le PRDS :

"La culture de la violence est un signe de l'analphabétisme politique, autre manifestation de l'analphabétisme civique et de l'illettrisme contre lesquels notre parti mène campagne"

L'Alliance Patriotique :

"Notre mouvement dément toute implication dans la prétendue conspiration"

L'APP, SAWAB et le PCD :

"Ould Taya est responsable des troubles"

L'OMDH :

"La tentative de putsch est fictive"

La RADDHO

"Le dialogue national est la seule issue permettant de trouver des solutions pacifiques"

L'UDP:

"Il est surprenant de constater que ces lâches tentatives n'ont commencé qu'au moment où les

contours de notre avenir se sont clairement dessinés déboussolant les ennemis de notre pays"

L'ISID

"Nous restons attachés aux Institutions Républicaines et aux valeurs démocratiques"

Le PTG :

"Il est urgent d'organiser des élections législatives et municipales anticipées"

L'UFP :

"Le parti a toujours demandé au régime de s'ouvrir aux forces de l'opposition dans un dialogue fécond"

Ould Taya aurait échappé à un autre "8" à une énième tentative de putsch orchestrée par un groupe d'officiers qui seraient de connivence avec "ceux qui avaient dirigé le putsch manqué du 8 juin 2003 avant de prendre la fuite."

Ce putsch d'une nuit d'été, supposé ou réel, a une caractéristique bien particulière : la sérénité du pouvoir face à des "coups" à répétition laisse sceptique plus d'un observateur quant à la réalité des faits. L'évocation du putsch manqué d'il y a un an, l'identité des officiers arrêtés, la connexion, selon le pouvoir, entre les "Cavaliers du changement", l'Alliance patriotique, récemment constituée à l'étranger, et le "terroriste Zarkaoui", ont laissé planer une doute sur le sérieux de ce "coup" par lequel un "groupe d'officiers" de l'armée mauritanienne, envisa-

gerait de prendre le pouvoir dans le pays en l'absence du président Maouiya Ould Taya, que l'ami Chirac attendait le 15 août dernier en Provence pour la célébration du 60ème anniversaire du débarquement allié.

La version officielle, livrée à l'opinion publique nationale et internationale par le ministre de la Défense, Baba Ould Sidi, évoque un scénario qui ressemble, à s'y méprendre, à tous les scénarii connus jusqu'ici, avec, comme ultime raffinement, la précaution d'éviter les "erreurs" du 8 juin 2003.

Etranges similitudes

Comme pour le cas de Ould Haidalla, challenger de Ould Taya aux élections de novembre 2003, accablé, lui aussi, par les autorités par un mystérieux "Grab", les officiers arrêtés étaient "sur le point de..." Certes se serait une erreur que de demander à ceux qui pistaient nos éventuels putschistes d'attendre pour les prendre la main dans le sac, mais reconnaissons que le doute est permis. La présiden-

tielle du 7 novembre 2003 avait, elle aussi, été l'occasion pour le pouvoir de mettre un terme aux velléités du revenant Mohamed Khouna Ould Haidalla, sorti d'un long mutisme pour concourir à la magistrature suprême contre son tombeur de décembre 84. Interpellé pour complicité dans une tentative de coup d'Etat à la veille de la réélection de Ould Taya, Haidalla avait finalement été condamné en décembre 2003 à une peine de 5 ans de prison avec sursis, 400 000 ouguiyas d'amende et à 5 ans de privation de ses droits civiques et civiles. Le verdict, présenté comme "clément" avait des allures de mise à mort politique. Certains s'interrogent, à l'évocation des deux principaux soucis du pouvoir actuellement, s'il ne s'agit pas tout simplement d'un "coup" monté pour noircir encore plus le visage d'une opposition décidément très tenace à l'étranger et de "toiletter" une armée qui, à en croire ces chaudes alertes, commence à renouer avec ses vieux instincts d'avant la démocratie. Al-Zarkaoui et Al-Qaida ne seraient, eux, qu'un justificatif aux actions

menées en commun avec la trop controversée Amérique de Bush. Ceux qui ont pensé à ces deux "corps étrangers" ont contribué à semer le doute dans l'esprit des Mauritanien, incapables qu'ils sont à les insérer dans le puzzle de la géopolitique locale. En tout état de cause, les observateurs n'ont pas pu s'empêcher de trouver des similitudes étranges entre l'enchaînement des faits depuis le 08 juin 2003 jusqu'à maintenant et les événements des années d'exception, entre 1986 et 1991. A chaque fois, les décors et les scénarii sont identiques : un fait avéré, des complots et des tentatives annoncés par le pouvoir sans que le commun des mortels ne puisse en avoir la certitude, le tout sur fond d'accusation d'appartenance à une organisation illégale.

Renouer le dialogue au plus vite

Que la tentative de prendre le pouvoir par la force soit réelle ou non, elle apporte autant de discrédit à la marche de notre démocratie qu'à ses supposés in-

stigateurs puisqu'elle traduit un certain malaise au sein de l'armée, une crise sociale multidimensionnelle et relance, malheureusement, les vieilles diatribes entre le pouvoir et l'opposition autour de questions existentielles qui ont besoin pourtant d'être réglées au plus vite. En effet, comme cela ressort de la plupart des réactions, la sortie de crise ne peut être que politique. Et à ce niveau, aussi bien le pouvoir que l'opposition ont le devoir de se surpasser, de se décomplexer afin qu'un dialogue soit instauré. Le pouvoir en prenant une initiative courageuse de politique d'ouverture et de main tendue et en se débarrassant de son complexe de supériorité et d'autosatisfaction, l'opposition en abandonnant son attitude figée et nihiliste consistant à rejeter et à critiquer en bloc toute décision du pouvoir. Le PRDS qui s'apprête à "marcher" et à "soutenir", doit lui, éviter de verser dans la surenchère et de prêter le flanc aux mises en scènes que le discours de Kiffa a pourtant fustigé.